



La Commune



Après la défaite du PSUV

Publié le lundi 11 janvier 2016



Les résultats des élections législatives du 6 décembre ont ébranlé le Venezuela et l'Amérique Latine. Après 17 ans de domination ininterrompue du chavisme, l'opposition de droite a triomphé et va exercer le pouvoir législatif avec une large majorité. Quelles sont les raisons de la défaite ? Pouvait-elle être évitée ? Que faire maintenant ? Analyse.

La crise économique et sociale s'est fortement accrue ces dernières années. L'inflation est devenue insupportable et engendre une chute des salaires, accompagnée d'une pénurie de produits de toutes sortes, d'un recul des conquêtes sociales, ainsi que d'un fort ralentissement des projets d'intérêt général.



Les raisons d'une défaite

Alors que le peuple se trouve plongé dans cette triste réalité, les hauts fonctionnaires de l'État et du PSUV se permettent de vivre dans un luxe éhonté, contrastant avec la misère de ceux qui n'ont rien. Ce parti, par des détournements de fonds issus des revenus du pétrole, par des nominations de complaisance à des postes clés, a fini par réduire à néant les meilleures expériences de contrôle populaire sur les entreprises et les projets collectifs.

Au regard de cette situation le résultat électoral n'a rien de surprenant. Il est la conséquence prévisible des agissements d'un régime politique à bout de souffle. Il n'a effectivement progressé que dans la corruption et le bureaucratisme, aux antipodes du « socialisme » auquel le gouvernement est totalement étranger sur les plans politique, économique ou social.

Le triomphe de la droite est dû, en premier lieu, à cette situation, subie par des millions de vénézuéliens. La direction du MUD (l'opposition unie), clairement pro-impérialiste, va tenter sur la base de sa victoire de mettre en place une politique violemment anti-ouvrière. Sa victoire lui a été servie sur un plateau par le gouvernement, le PSUV et le Pôle Patriotique. Le gouvernement a perdu plus de 4 millions d'électeurs, abstentionnistes ou égarés vers d'autres formations politiques. Le MUD n'a pas eu de grands efforts à faire pour gagner et le peuple ne porte pas la responsabilité du résultat électoral : Maduro et son équipe sont responsables de ce coup porté au projet bolivarien, qui a connu pendant les « années Chavez », un soutien populaire au niveau continental.

Vers l'effondrement

Les raisons de fond de cet échec ont leurs racines dans la structure économique,

politique et de classes du pays. A partir du premier triomphe de Chavez en 1998 le pays a connu différentes situations et politiques. Tout a commencé par le revers infligé au vieux bipartisme avec un discours pourtant bien modéré. Chavez, à la tête d'un gouvernement nationaliste de gauche soutenu par le peuple, sans rompre avec le cadre capitaliste, prit des mesures qui se révélèrent être de fortes conquêtes sociales, de profondes et radicales réformes. Les deux tentatives pour saper Chavez, le coup d'État et le lock-out pétrolier, furent défaites par la mobilisation populaire et tendirent encore davantage les rapports entre les classes en lutte.

C'est ainsi que les dernières années de Chavez se partagèrent entre le discours pour un socialisme du XXIème siècle et un modèle bolivarien à l'échelle continentale. En vérité, pendant ces années, aucune mesure de rupture avec le capitalisme et la corruption qui se développait dans l'État, ne fut prise. A la mort de Chavez, une régression s'opéra pour aboutir à la situation actuelle. Le Venezuela n'a pas de projet socialiste, pas plus que nationaliste de gauche ; il s'est cristallisé en une sorte de capitalisme d'État basé sur un modèle d'accumulation mafieuse, de nouveaux riches qui, sous la protection de l'État, font du commerce avec les millions provenant de la principale ressource stratégique du pays : le pétrole.

La place de « Marea Socialista »

Pour maintenir ce régime en place, il faut un système anti-démocratique très éloigné des principes électoraux les plus élémentaires. Les deux principaux partis ont tous les députés. Il est quasiment impossible pour un autre parti de se voir représenté et le pouvoir veille à ce que cela ne change pas. « Marea Socialista » fut sa cible privilégiée. Ces méthodes détestables sont aussi à l'œuvre dans le monde syndical avec la corruption de dirigeants, les menaces de licenciements et les licenciements eux-mêmes. Rien de socialiste dans tout ça.

Nos camarades de « Marea Socialista » sont la plus importante force critique de gauche, ce sont eux qui ont proposé lors du dernier congrès du PSUV un changement d'orientation politique et économique, pour des mesures réellement anticapitalistes et un pouvoir de décision aux travailleurs. Voilà pourquoi le pouvoir s'appliqua à proscrire 70% de ses candidats et l'empêcha de se présenter sous son propre nom aux élections du 6 décembre. Ceci n'a pas empêché la progression de « Marea Socialista » dans tous les États du pays. Face à la nouvelle situation, nombreux sont ceux qui se détournent du PSUV et cherchent un parti sans attache avec le pouvoir d'État. C'est vers « Marea Socialista » qu'ils se tourneront dans les temps prochains de lutte politique et d'affrontements dans la lutte des classes. Notre organisation sœur brandira le drapeau d'un meilleur bolivarianisme, socialiste et anticapitaliste.

*Sergio Garcia, dirigeant du MST,
27 décembre 2015.*

Traduction Paul Dumas